

Marino Cordoba – Biographie

10 mai 1964

Le combat de Marino Cordoba s'inscrit dans la lignée de celui mené par son père. Marino est un leader communautaire qui lutte pour les droits de sa communauté, les Afro-Colombiens, ainsi que pour ceux d'autres groupes marginalisés. Il est originaire de Riosucio, une région située au nord-ouest de la Colombie qui abrite une jungle caractérisée par une riche biodiversité. Au début des années 1990, l'autorité gouvernementale dans la région était faible et le pouvoir résidait principalement entre les mains de groupes paramilitaires soutenus par de puissants acteurs économiques.

Marino s'est battu pour la reconnaissance des droits fonciers des communautés locales. Beaucoup ont perdu leurs terres au profit d'intérêts commerciaux puissants, liés notamment à l'exploitation forestière et minière. Ces puissants intérêts ont pu obtenir des licences grâce à des politiciens corrompus sans reconnaître le droit à la terre que ces communautés avaient en tant que propriétaires ancestrales. Il a également travaillé comme organisateur syndical avec le syndicat des travailleurs des plantations de bananes pour obtenir de meilleurs salaires, de meilleurs services de santé et le respect du travail syndical.

Marino a été l'un des principaux leaders à l'origine des changements constitutionnels de 1991 qui ont mené à la reconnaissance des Afro-Colombiens comme l'une des communautés minoritaires du pays. Ces changements ont été à l'origine de l'adoption de la loi 70 en 1993, laquelle donne aux Afro-Colombiens des droits sur leurs terres collectives, leurs ressources naturelles, leurs minéraux et leur environnement. Cette loi leur garantit aussi l'accès à la participation politique au congrès colombien.

Le 20 décembre 1996, sept jours après que le gouvernement a reconnu les droits de la communauté de Marino, des Afro-Colombiens ont été expulsés de leurs terres lors d' "Opération Genesis", une intervention menée conjointement par l'armée et des groupes paramilitaires qui ont ensuite pris possession des terres et permis l'installation de projets économiques extérieurs. Marino avait fait l'objet de menaces de mort et d'attaques pendant des années à cause de son travail. Il a dû fuir avec des dizaines de milliers d'autres membres de sa communauté.

Après s'être caché pendant des semaines dans la jungle, Marino a trouvé refuge à Bogota. En 1999, il a fondé l'AFRODES (Association nationale des Afro-Colombiens déplacés) et a commencé à aider les populations déplacées, à porter plainte au nom des victimes et à trouver des solutions pour leur permettre de retourner sur leurs terres. A mesure que sa visibilité augmentait, Marino était de moins en moins en sécurité. En 2002, il a fini par se faire attaquer : il a été blessé par balle à la jambe.

Après plusieurs autres attaques, des membres du Congrès américain qui le soutenaient l'ont aidé à demander l'asile aux États-Unis. Là, il a poursuivi son travail au nom de la communauté afro-colombienne, en créant un réseau de soutien parmi les politiciens, les universitaires, les organisations de défense des droits humains et d'autres acteurs de la société civile. Il a mobilisé un soutien politique pour promouvoir la justice, pour que les terres prises par les groupes paramilitaires et les entreprises soient remises aux populations et pour bloquer le financement américain des projets d'huile de palme liés aux

groupes paramilitaires. Il a également œuvré pour que le Congrès américain conjugue assistance militaire et droits humains.

En 2012, malgré un risque élevé pour sa sécurité, Marino est retourné en Colombie, laissant sa famille aux États-Unis. Au départ, les autorités colombiennes ne voulaient pas lui offrir de protection. Marino a ensuite fait l'objet de plusieurs menaces et a été attaqué. Le gouvernement américain est intervenu en sa faveur en demandant aux autorités colombiennes de veiller sur sa sécurité. Marino reconnaît que le soutien du gouvernement américain est un facteur majeur dans les progrès réalisés en matière des droits humains des Afro-Colombiens et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Marino est devenu président de l'AFRODES. Il a travaillé sans relâche et avec succès pour renforcer le mouvement afro-colombien et défendre ses intérêts. Marino est particulièrement fier du chapitre "ethnique" de l'accord de paix qui identifie la communauté afro-colombienne comme une communauté affectée.

En outre, le gouvernement national et les FARC-EP reconnaissent que les groupes ethniques ont contribué à l'édification d'une paix, d'un progrès et d'un développement économique et social viable et durable dans le pays et qu'ils ont souffert dans l'histoire de conditions d'injustice dues au colonialisme, à l'esclavage, à la marginalisation et de dépossession de leurs terres, territoires et ressources. Ils ont en outre été touchés par le conflit armé interne et devraient se voir garantir un total de respect de leurs droits humains et collectifs et, plus particulièrement, de leurs propres aspirations, intérêts et visions du monde.

Le succès du travail de Marino a été synonyme de danger accru pour lui, sa famille, ses collègues et sa communauté. Bernardo Cuero Bravo, un collègue proche de Marino, et l'un de ses enfants ont été assassinés en 2017. Miller Angulo de Tumaco a été tué en 2012 quelques semaines après son arrivée en Colombie. Les dirigeants de l'AFRODES font régulièrement l'objet de menaces de la part de groupes paramilitaires et de groupes inconnus. Marino a lui-même été agressé physiquement à plusieurs reprises.

Marino a lui-même vécu une grande tragédie personnelle puisque son fils Wilmar a été assassiné en 2017 à Riosucio. Les autorités n'ont pas identifié les responsables. Wilmar et sa mère sont restés pendant l'opération Genesis et il a grandi à Choco.

Les dirigeants de l'AFRODES, en particulier Marino, sont confrontés à des risques permanents en matière de sécurité. Marino est toujours accompagné de ses deux gardes du corps et d'un véhicule blindé payé par le gouvernement mais même le gouvernement ne peut garantir leur sécurité car être un leader en Colombie, c'est être constamment en danger. Depuis la signature de l'accord de paix, plus de quatre cents (400) leaders représentant de groupes ethniques et sociaux ont été tués.